

**Direction de la Stratégie**

La Directrice générale

**Direction départementale d'Eure-et-Loir**

à

*Affaire suivie par :*

Monsieur le Président du Conseil d'administration  
EHPAD Les jardins d'Ariane  
3 rue des Minardières  
28300 GASVILLE-OISÈME

*Secrétariat de la DD-ARS 28*

*Tél. : 02 38* [redacted]

N/Réf : 2025-DS-165

V/Réf : votre courriel du 13/02/2025

Date : 09 MAI 2025

Lettre R.A.R. n° 2C17211985149

**Objet : 28\_GASVILLE-OISÈME\_EHPAD Les jardins d'Ariane\_contrôle sur pièces du 30/09/2024\_notification décisions administratives définitives.**

Monsieur le Président,

Le 30 septembre 2024, l'Établissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes (EHPAD) Les jardins d'Ariane, situé au 3 rue des Minardières, a fait l'objet d'une inspection par mes services.

Le 14 janvier 2025, je vous ai fait part des mesures que j'envisageais de prendre sur la base du rapport remis par l'équipe d'inspection et je vous demandais alors de me faire part de vos observations sur celles-ci dans un certain délai.

Par courriel du 13 février 2025, vous me les avez adressées et elles ont fait l'objet d'une analyse en interne par l'équipe d'inspection.

Vous y déclariez avoir procédé à la mise en œuvre de certaines de ces mesures correctives et vous en attestiez par l'envoi de preuves documentaires : j'en prends acte, étant précisé que la parfaite exécution de l'ensemble de ces mesures et leur maintien dans la durée relèvent de votre responsabilité, sous le bénéfice, par mes services, du suivi de l'inspection.

Au final, au regard de vos premiers éléments de réponses, et après les avoir mises à jour au vu de vos éléments de réponse, je confirme, à l'exception de celles indiquées comme réalisées, les mesures envisagées, leur conférant ainsi la nature de décisions administratives définitives : vous en trouverez la liste dans le tableau joint.

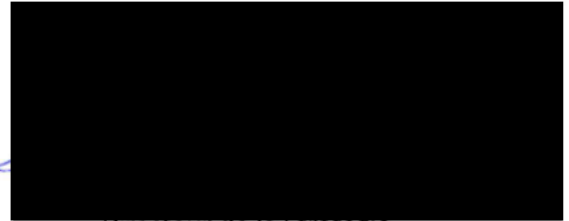
Dans le respect des échéances formalisées dans le tableau annexé, vous voudrez bien adresser désormais aux services de la Direction départementale (*cf. supra* l'adresse électronique de son secrétariat) les preuves documentaires complémentaires de la mise en œuvre des mesures, - celles déjà transmises par vous lui ayant été

remises -, afin de permettre leur levée.

Par ailleurs, les informations relatives à la protection des données personnelles sont annexées au présent courrier.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour la Directrice générale et par délégation,



Directeur de la Stratégie

Copie :

- Direction de l'établissement
- Conseil Départemental d'Eure-et-Loir

*Dans le délai de deux mois à compter de sa notification à la personne bénéficiaire, la présente décision pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire et/ou d'un recours contentieux selon toutes voies de procédure devant le tribunal compétent par voie postale à l'adresse Tribunal Administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie - 45000 ORLÉANS ou par voie électronique via l'application Télérecours : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

## RÉTABLISSEMENT DES GARANTIES NÉCESSAIRES À L'ACCUEIL DE PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES

Nature des mesures, hors cas de l'urgence :

- « recommandation » : manquement à risque faible objet d'une remarque en l'absence de référence juridique
- « prescription » : risque avéré, latent, lié à un écart constaté ; écart = non-conformité à une référence juridique fixant une obligation de faire ou de ne pas faire
- « injonction » : risque patent, critique lié à un écart constaté ; doit être prévue par une mesure « lourde », fixée par la loi (exécution ordonnée, astreintes & sanctions financières, administration provisoire, suspension/cessation, action sur les autorisations,...) : exemples : art. L. 313-14 à -18 CASF, L6122-13 CSP.

2024_CVL_00153		28_GASVILLE-OISÈME_EHPAD Les jardins d'Ariane					280504986	
Contrôle du 30/09/2024								
N°	LIBELLÉ	NATURE			JUSTIFICATIONS FORMELLES : lois et règlements, directives, recommandations professionnelles externes	ÉCHÉANCE		
		RECOMMANDATION	PRESCRIPTION	INJONCTION				
I. GOUVERNANCE								
1.4	Élaborer un projet de service spécifique au PASA		X		Article D312-155-0-1 du CASF	sans objet - réalisé		
1.6	Mentionner les liens hiérarchiques et fonctionnels dans l'organigramme	X				sans objet - réalisé		
II. FONCTIONS-SUPPORT								
2.1	Assurer une présence d'un assistant de soins en gérontologie (ASG) au PASA			X	Article D312-155-0-1 IV du CASF	sans objet - réalisé		
2.5	Justifier la qualification du médecin coordonnateur		X		Article D312-157 du CASF	1 mois		
2.8	Justifier la qualification de chacun des personnels soignants		X		Article L312-1 II du CASF	15 jours		
III. PRISE EN CHARGE								
3.1	Disposer de la Charte des droits et libertés de la personne accueillie et du règlement de fonctionnement au sein du livret d'accueil		X		Article L311-4 du CASF	sans objet - réalisé		
3.5	Intégrer le projet de soins et le projet de vie du résident dans son projet d'accompagnement personnalisé et associer le résident à son élaboration		X		Article D312-155-0 (3°) du CASF Article L311-3 7° du CASF	3 mois		
3.15	Disposer d'une convention en cours de validité avec un établissement de santé disposant d'un service d'urgence		X		Article D312-155-0 5° du CASF	sans objet - réalisé		

### **Annexe 1 : Protection des données personnelles**

Pour mener à bien ses missions de contrôle et d'inspection, l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire procède à un traitement en application des dispositions inscrites à l'article 6-1 c) du Règlement général sur la protection des données (RGPD) du 27 avril 2016.

Dans ce cadre, les données collectées sont communiquées aux membres des équipes d'inspection et de contrôle, à la Mission Inspection Contrôle ainsi qu'aux personnes, internes ou externes à l'ARS, chargées de gérer leurs suites. En tant que de besoin, elles peuvent être communiquées aux Ordres professionnels et aux Procureurs de la République.

Elles sont conservées tant que de besoin pour assurer le suivi des mesures et font l'objet d'une destruction à échéance des besoins de conservation.

De plus et conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, au RGPD et dans les conditions prévues par ces mêmes textes, les personnes dont les données personnelles font l'objet d'un traitement disposent d'un droit d'accès, de rectification, de modification des données les concernant, dont le site de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) en donne le détail : <https://www.cnil.fr/fr/les-droits-pour-maitriser-vos-donnees-personnelles>

Toute demande d'exercice de ces droits ou toute question relative au traitement des données est à effectuer auprès du Responsable des traitements ou de la Déléguée à la Protection des Données (DPO) de l'ARS Centre-Val de Loire :

- par courriel :

[ARS-CVL-RGPD@ars.sante.fr](mailto:ARS-CVL-RGPD@ars.sante.fr)

- à défaut, par courrier :

Déléguée à la protection des données  
Secrétariat Général  
ARS Centre-Val de Loire  
131 rue du faubourg Bannier – BP 74409  
45044 ORLÉANS Cedex 1

Toute demande de réclamation est à adresser auprès de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/adresser-une-plainte>